

Unité départementale du Rhône
Unité départementale du Rhône
Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement
et du Logement Auvergne-Rhône-Alpes
5 place Jules Ferry
69006 Lyon

Lyon, le 10/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

OXYANE (ex LA DAUPHINOISE)

42 Rue du Onze Novembre
BP 308
38200 Vienne

Références : UDR-CRT-25-210-MPS
Code AIOT : 0006104824

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/11/2025 dans l'établissement OXYANE (ex LA DAUPHINOISE) implanté 4 chemin Latéral GARE D'HEYRIEUX 69780 Saint-Pierre-de-Chandieu. L'inspection a été annoncée le 29/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection avait pour objectif de contrôler les suites de la précédente inspection, et de vérifier le respect des prescriptions relatives aux risques accidentels ou chroniques ainsi qu'aux rejets atmosphériques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OXYANE (ex LA DAUPHINOISE)
- 4 chemin Latéral GARE D'HEYRIEUX 69780 Saint-Pierre-de-Chandieu
- Code AIOT : 0006104824
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le groupe coopératif agricole et alimentaire OXYANE (fusion des coopératives Terre d'Alliances et Dauphinoise le 16 janvier 2020) exploite, sur le territoire de la commune de Saint Pierre de Chandieu au lieu dit « gare d'Heyrieux » sis 4 Chemin Latéral, une installation de stockage de céréales de 60535 m³ composée de deux silos, un stockage d'engrais en big bag, ainsi qu'un entrepôt de produits conditionnés engrais, semences.

Les installations sont autorisées par l'arrêté préfectoral du 29 octobre 1991 modifié.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- ATEX
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Suites_INSP_2022_gestion des situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11	Demande d'action corrective	3 mois
3	Règles générales d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 29/10/1991, article 14	Demande d'action corrective	1 mois
4	Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 29/10/1991, article 50	Demande d'action corrective	15 jours
5	Contrôle des installations de séchage	Arrêté Préfectoral du 29/10/1991, article 2	Demande d'action corrective	1 mois
9	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 29/10/1991, article 15	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Analyse des risques explosion et incendie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 5	Sans objet
6	Surveillance	Arrêté Préfectoral du 29/10/1991,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	des rejets	article 25	
7	Surveillance des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	Sans objet
8	Connaissance des risques	Arrêté Préfectoral du 29/10/1991, article 16	Sans objet
10	Risques électricité statique et courants vagabonds	Arrêté Ministériel du 23/02/2007, article 3	Sans objet
11	Mise à la terre des installations	Arrêté Préfectoral du 29/10/1991, article 16	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Synthèse des constats et définition des actions prioritaires

L'inspection menée sur le site a mis en évidence plusieurs non-conformités exigeant des actions correctives afin de garantir la sécurité des installations et leur conformité réglementaire.

Points non-conformes nécessitant une suite

En premier lieu, les consignes d'exploitation des engrais révèlent des défauts critiques, notamment la présence de big-bags réparés à l'aide de ruban adhésif, ainsi qu'un gerbage susceptible d'engendrer des risques mécaniques. Il est impératif de procéder à la mise en sécurité du stockage des big-bags (gerbage et colmatage) et de communiquer des consignes claires au responsable du silo.

Par ailleurs, l'affichage des consignes de sécurité, s'avère obsolète et source de confusion, certains documents périmés étant toujours visibles. Une mise à jour s'impose, avec le remplacement des affichages non conformes.

Enfin, la cessation non déclarée de l'activité de séchage, relevant de la rubrique 2910, doit être régularisée sans tarder. Une notification officielle à la préfecture doit être effectuée, assortie des preuves de mise en sécurité (photographies des condamnations des alimentations gaz et électrique, devis de démantèlement, attestation...).

Plusieurs écarts structurels ou documentaires ont été identifiés, requérant une attention particulière pour assurer une conformité durable. Le registre des incidents, notamment ceux liés aux risques d'explosion ou d'incendie, présente un déficit d'analyse causale, limitant ainsi la capacité à prévenir des récidives. Il est donc nécessaire de compléter ce registre en y intégrant, pour chaque événement, une analyse des causes ainsi que les mesures correctives et préventives mises en œuvre.

L'Étude de Dangers (EdD), datée de 2018, n'intègre pas les changements intervenus en 2025, à l'origine de la révision des consignes et procédures et se révèle par conséquent obsolète. En effet, ces évolutions n'ont pas encore été analysées en détail et devront faire l'objet d'un examen approfondi afin de déterminer s'ils revêtent un caractère substantiel au regard de la réglementation applicable. Une réévaluation des risques doit être engagée, avec la transmission d'une synthèse des principaux dangers identifiés, suivie de l'engagement d'un bureau d'études pour une mise à jour complète de l'EdD.

Enfin, le suivi des formations et informations du personnel concernant les consignes et les procédures d'exploitation manque de rigueur et de traçabilité, les émargements n'étant pas systématiquement documentés.

Points conformes ne nécessitant pas de suite

Plusieurs éléments ont été validés comme conformes aux exigences réglementaires et techniques.

Les dispositifs de mise à la terre présentent une résistance mesurée à 3 , conforme aux normes NF C15-100 et NFPA (seuil inférieur à 5), tandis que les équipements électriques sont certifiés IP5X/IP6X et adaptés aux zones ATEX (catégories 1D/2D/3D), comme en attestent les rapports de contrôle électrique de 2025.

Le Document Relatif à la Protection Contre les Explosions (DRPCE) a été jugé conforme et à jour, avec un zonage ATEX, sans défaut majeur relevé.

Enjeux transversaux et recommandations stratégiques

Trois enjeux majeurs se dégagent de cette inspection, nécessitant une approche structurée pour garantir la sécurité et la conformité du site.

En matière de sécurité incendie et explosion, le défaut de mise à jour de l'EdD, imposent une réévaluation complète des dangers.

Sur le plan de la conformité administrative, la régularisation de la cessation d'activité (rubrique 2910) est à mener.

Enfin, la gestion des engrais conditionnés en big-bags soulève des préoccupations en termes de sécurité mécanique, en raison de méthodes de stockage et de réparation non maîtrisées. L'élaboration d'une procédure formalisée, encadrant strictement la manipulation, le gerbage et la réparation de ces emballages, s'avère indispensable pour garantir un niveau de sécurité conforme aux exigences réglementaires et opérationnelles.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suites_INSP_2022_gestion des situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11
Thème(s) : Autre, Procédure d'intervention pour la gestion des situations d'urgence
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 11 de l'arrêté du 29 mars 2004</p> <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.</p> <p>Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques.</p> <p>(Arrêté du 23 février 2007, Article 5)</p> <p>Les cellules de stockage des silos béton fermées doivent être conçues et construites afin de permettre l'inertage par gaz en cas d'incendie. Cette disposition ne s'applique pas aux cellules de stockage contenant du sucre.</p> <p>Des procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence sont rédigées par l'exploitant et communiquées aux services de secours. Elles doivent notamment comporter :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le plan des installations avec indication : <ul style="list-style-type: none"> - des phénomènes dangereux (incendie, explosion, etc.) susceptibles d'apparaître; - les mesures de protection définies à l'article 10 ; - les moyens de lutte contre l'incendie ; - les dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours. • les stratégies d'intervention en cas de sinistre ; • et le cas échéant : <ul style="list-style-type: none"> - la procédure d'inertage ; - la procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement. "
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 5 décembre 2022, une inadéquation entre l'Étude de Dangers (EdD) de 2005 et l'activité réelle du site avait déjà été constatée. Des actions correctives avaient été demandées à l'exploitant, avec un délai de six mois pour leur mise en œuvre. Or, aucun retour ni élément de suivi n'avait été transmis à l'inspection.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 20 novembre 2025, l'exploitant a présenté un plan de sécurité ainsi que des procédures d'exploitation mises à jour, faisant suite à une réévaluation des risques. Cependant, aucun rapport justifiant cette réévaluation n'a été fourni pour attester de la pertinence des modifications apportées. Par ailleurs, l'exploitant a indiqué son intention de confier la mise à jour de son Étude de Dangers (EdD) à un bureau d'études.</p>

Le 4 décembre 2025, l'exploitant a transmis par mail les documents présentés lors de la visite, à savoir le plan de sécurité, les consignes et procédures révisées, ainsi qu'un devis et un bon de commande pour la mise à jour de l'EdD. Ces derniers ont été adressés au bureau d'études agréé « Néodyme », avec un engagement formalisé à cette même date.

Concernant la réévaluation des risques, bien que les consignes et procédures aient été actualisées en 2025, l'exploitant n'a fourni aucun justificatif permettant d'en attester la conformité et l'adéquation, alors que les modifications antérieures à 2018, déjà intégrées dans l'EdD du 17 décembre 2018 établie par le bureau d'études « ACMOuv », avaient été jugées non substantielles par ce dernier, dans la mesure où elles se limitaient à une diminution d'activité sans franchissement de seuils réglementaires ni ajout de nouvelles rubriques Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

En revanche, les changements intervenus en 2025, à l'origine de la révision des consignes et procédures, n'ont pas encore été analysés en détail et devront faire l'objet d'un examen approfondi afin de déterminer s'ils revêtent un caractère substantiel au regard de la réglementation applicable.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre, dans un délai de 3 mois, une synthèse détaillée et justifiée de la réévaluation des risques ayant conduit à la mise à jour des consignes et procédures en 2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Analyse des risques explosion et incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Risques explosion et incendie

Prescription contrôlée :

Article 5

Modifié par Arrêté du 23 février 2007 - art. 2, v. init.

L'exploitant d'un silo est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents (incendies, explosions...) survenus du fait du fonctionnement de cette installation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Tout événement susceptible de constituer un précurseur d'explosion, d'incendie doit notamment

<p>être signalé dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant réalise annuellement une analyse des causes possibles de ces événements afin de prévenir l'apparition de tels accidents. Cette analyse est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté un registre numérique des incidents, matérialisé sous la forme d'un tableur illustré par un exemple concret de bourrage d'élévateur en silo. Toutefois, ce document s'est avéré insuffisant sur les plans méthodologique et opérationnel, dans la mesure où il se limitait à une simple description factuelle des événements (nature, localisation et date de survenance), sans analyse approfondie ni proposition d'amélioration. En effet, ce registre ne comportait aucune analyse des causes, qu'elles soient racines, immédiates ou contributives, ce qui rendait impossible l'identification des origines des dysfonctionnements et, par conséquent, l'élimination des facteurs de récurrence [principe fondamental de la démarche préventive]. De plus, il ne mentionnait aucune action corrective ou préventive, se contentant d'un constat passif des incidents, sans mesures concrètes pour y remédier (maintenance corrective, renforcement des formations, adaptation des processus, etc.).</p> <p>Dans son état initial, ce registre ne remplissait donc pas sa fonction essentielle : prévenir les risques et favoriser une amélioration continue des conditions de sécurité et d'exploitation. Il apparaissait comme un simple outil de traçabilité administrative, sans valeur ajoutée en matière de gestion des risques ou de progression opérationnelle. Une refonte complète, intégrant une méthodologie d'analyse causale et un plan d'actions correctives, s'imposait pour lui conférer une réelle efficacité préventive.</p> <p>Par mail en date du 4 décembre 2025, l'exploitant a transmis une version modifiée du tableur, incluant deux colonnes supplémentaires : « Analyse de la cause » et « Action(s) corrective(s) ». Par ailleurs, il a actualisé le registre en y intégrant l'analyse de la cause et les actions correctives des incidents et accidents survenus depuis le 15 juin 2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Règles générales d'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/10/1991, article 14</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des incendies et explosions</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>ARTICLE 14 - Règles générales d'exploitation (APC_16/08/2006)</p> <p>L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité.</p> <p>Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté son outil interne SkillUp, conçu pour assurer le suivi</p>

des compétences et des formations du personnel. Cet outil intègre notamment un tableau de suivi des formations, le plan de formation annuel, ainsi qu'un exemple concret illustré par la formation "Risques silos", pour laquelle ont été fournis les éléments suivants : dates des sessions initiales et de recyclage, feuilles d'émargement, certificats de réalisation et contenu pédagogique détaillé.

Cependant, cette présentation a mis en évidence plusieurs points critiques nécessitant une attention particulière.

En premier lieu, le suivi des formations et des informations s'est révélé peu clair et incomplet, en ce qui concerne la traçabilité des procédures et des consignes d'exploitation. Cette lacune limite la capacité à vérifier l'efficacité des consignes et procédures d'exploitation et leur adéquation avec les exigences réglementaires.

Par ailleurs, l'affichage des consignes sur le site présente des défauts majeurs de conformité et d'organisation. En effet, il a été constaté un désordre manifeste, caractérisé par la superposition de versions obsolètes et actuelles des documents. À titre d'exemple, le plan de sécurité et de stockage voit sa version périmée toujours affichée à proximité immédiate de la version mise à jour, comme en attestent les photographies jointes en annexe. Cette situation est de nature à induire en erreur les opérateurs et à compromettre la sécurité des installations.

Enfin, il convient de noter qu'une diapositive QHSE, présentée lors de l'inspection, détaille les évolutions récentes du plan de formation. Ce document, bien que utile pour comprendre les adaptations apportées, ne suffit pas à pallier les manquements identifiés en matière de clarté du suivi et de cohérence de l'affichage.

Par mail en date du 4 décembre 2025, l'exploitant a transmis la majorité des éléments présentés lors de la visite d'inspection. Toutefois, un document présenté n'a pas été transmis : la diapositive de l'exemple concret des évolutions apportées par le service Qualité, Hygiène, Sécurité et Environnement (QHSE) au plan de formation, qui a permis à l'inspection de constater les améliorations mises en place en matière de prévention des risques et de gestion des compétences.

En revanche, l'exploitant a joint une feuille d'émargement attestant d'une récente sensibilisation des équipes aux enjeux de circulation interne et d'utilisation des Équipements de Protection Individuelle (EPI). Ce document permet de justifier le suivi des formations et des informations relatives aux procédures et consignes d'exploitation.

Pour renforcer la traçabilité et la gestion centralisée de ces informations et/ou formations, il serait pertinent d'intégrer leur suivi dans l'outil SkillUp, déjà déployé au sein de l'établissement.

Enfin, aucune justification ni preuve de mise en œuvre n'a été fournie concernant les actions correctives devant remédier aux défauts d'affichage constatés lors de la visite d'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de clarifier et compléter le suivi des informations et formations (traçabilité) des procédures et des consignes d'exploitation, de supprimer toute

version obsolète des consignes affichées (notamment les plans de sécurité et de stockage) en ne conservant que les documents à jour, et de transmettre les preuves de ces corrections (capture d'écran du tableau de suivi mis à jour et photos des affichages conformes).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/10/1991, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 50 - Consignes d'exploitation (APC_16/08/2006)</p> <p>Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal et transitoire, entretien...) doivent faire l'objet de consignes d'exploitation écrites.</p> <p>Ces consignes prévoient notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les modes opératoires, - la fréquence de vérification des dispositifs de conduite des installations, de sécurité et de limitation et/ou traitement des pollutions et nuisances générées, - les instructions de maintenance et de nettoyage, - les conditions de conservation et de stockage des produits, - la fréquence de vérification des dispositifs de rétention, - un nettoyage du sol systématique avant tout entreposage d'engrais, - un contrôle de la température & réception des produits relevant de la 1331-I. Celle-ci est consignée dans un cahier tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il est interdit d'entreposer un engrais dont la température est supérieure à 50°C, - une gestion des produits hors spécifications des rubriques 1331-I 2e alinéa et 1331-II <p>L'inertage par des matières appropriées, le fractionnement, l'isolement et l'enlèvement régulier de ces matières doivent être assurés.</p> <p>L'ensemble du personnel, y compris intérimaire ou saisonnier, est formé à l'application de ces consignes d'exploitation et des consignes de sécurité.</p> <p>Les appareils mécaniques (engins de manutention, bandes transporteuses) utilisés à l'intérieur du magasin de stockage pour la manutention d'engrais ne devront présenter aucune zone chaude non protégée susceptible d'entrer en contact avec les engrais (pot d'échappement...). Ils sont disposés de façon à ne créer aucune possibilité de mélange de toute matière combustible avec les engrais. Ils sont régulièrement vérifiés et sont maintenus en bon état de fonctionnement.</p>

Les engins de manutention doivent être totalement nettoyés avant et après entretien et réparation et rangés après chaque séance de travail à l'extérieur du bâtiment comprenant le stockage d'engrais. Toute opération de maintenance, d'entretien ou de réparation est effectuée à l'extérieur du bâtiment comprenant le stockage d'engrais.

Constats :

La modification des méthodes de stockage, marquée par l'abandon progressif des engrais en vrac au profit des big-bags, a donné lieu à des lacunes significatives en matière de communication et d'application des consignes du groupe Oxyane. Bien que l'exploitant ait élaboré de nouvelles procédures adaptées à ce changement, celles-ci n'ont pas été transmises au responsable du silo de Saint-Pierre-de-Chandieu, entraînant des écarts concrets sur le terrain, tels que des défauts de gerbage non conforme des big-bags, observés lors de l'inspection.

Par ailleurs, des non-conformités tant matérielles que procédurales ont été relevées, notamment la réparation improvisée de big-bags endommagés à l'aide de ruban adhésif tissé (type Gaff), réalisée sans procédure formalisée, ni contrôle de sécurité, ni traçabilité documentée. Cette pratique expose le site à des risques majeurs, parmi lesquels figurent :

- la chute de charges, en raison d'une sécurisation défailante des big-bags,
- la contamination potentielle des engrais, si l'étanchéité des emballages se trouve compromise,
- le non-respect des règles de stockage, avec des conséquences possibles sur la qualité et la sécurité des produits.

Cependant, il convient de souligner un point positif dans cette transition logistique : l'exploitant a présenté un plan de circulation mis à jour, intégrant de manière cohérente et détaillée la nouvelle organisation liée aux big-bags, ainsi que les protocoles adaptés pour les opérations de chargement et déchargement. Ce document témoigne d'une volonté d'adaptation des processus, bien que son déploiement effectif sur le terrain doive encore être renforcé et contrôlé.

Par mail en date du 4 décembre 2025, l'exploitant a transmis les éléments présentés lors de la visite d'inspection. Toutefois, deux documents essentiels font défaut : les procédures et consignes spécifiques relatives au stockage des engrais en big-bag, ainsi que le protocole d'intervention à appliquer en cas d'endommagement de leur enveloppe.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de corriger les incohérences entre les consignes et la réalité terrain en garantissant un gerbage des big-bags conforme aux règles (hauteur maximale, stabilité, signalétique), en retirant le cas échéant ceux réparés avec du Gaff, et en établissant une procédure formalisée pour leur réparation ou remplacement (incluant le matériel autorisé et une traçabilité), puis transmette les preuves des correctifs appliqués ainsi que les nouvelles consignes.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 5 : Contrôle des installations de séchage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/10/1991, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Séchage / Chaleur
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>ARTICLE 2- (APC_09/11/2007)</p> <p>Les prescriptions du titre 8 de l'arrêté du 29 octobre 1991 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes, applicables dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté :</p> <p>« En période de fonctionnement, la surveillance du bon fonctionnement des installations de séchage doit être assurée en permanence. Le personnel doit être formé aux procédures de conduite et de sécurité.</p> <p>Les séchoirs sont équipés de dispositifs de sécurité permettant d'assurer l'arrêt de l'alimentation en combustible en cas d'anomalies, telles que pression de gaz anormalement élevée ou anormalement basse, manque d'air au brûleur, absence de flamme, ...</p> <p>Les séchoirs sont munis d'équipements permettant de contrôler la température de l'air de séchage des produits. Le contrôle doit porter au minimum sur deux points (en amont de l'entrée d'air dans la colonne sécheuse et dans la colonne). Les informations doivent être reportées sur un tableau de commande. En cas d'anomalie une alarme sonore doit se Déclencher.</p> <p>Le fonctionnement des brûleurs du séchoir doit automatiquement être arrêté en cas de dépassement des températures programmées.</p> <p>L'exploitant établit un programme d'entretien des installations, qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le personnel. Le suivi et les travaux réalisés en application de ce programme sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a déclaré avoir mis un terme à son activité de séchage depuis quatre années. Toutefois, il ressort des vérifications effectuées que cette cessation n'a fait l'objet d'aucune notification officielle, ni auprès de l'inspection des installations classées, ni auprès de la préfecture, alors même que cette démarche est expressément prévue par l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement.</p> <p>Les observations réalisées sur place confirment cependant l'arrêt effectif de cette activité : la vanne de départ de gaz a été condamnée, les départs électriques des séchoirs ont été coupés au niveau du tableau général basse tension (TGBT), et une demande de devis est en cours pour condamner la deuxième vanne.</p> <p>Par mail en date du 4 décembre l'exploitant a transmit le bon de commande pour la condamnation des installations gaz ainsi que la confirmation de cette prestation par la société</p>

"SMES" courant de semaine 49.
Bien que ces preuves matérielles confirment sans équivoque la cessation de l'activité, elles ne sauraient se substituer à l'obligation légale de déclaration, qui reste impérative pour régulariser la situation administrative du site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de régulariser la cessation de votre activité de séchage (rubrique 2910) en notifiant officiellement cette dernière à l'inspection des installations classées et à la préfecture, conformément à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement, et de transmettre les preuves et les documents attestant de la condamnation définitive des installations (photos des vannes et départs électriques coupés, engagements pour les travaux restant, attestations de consignation/condamnation).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/10/1991, article 25
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets Atmosphérique
Prescription contrôlée : Article 25 - Contrôle des émissions L'exploitant procédera à des mesures régulières des émissions de poussières. La fréquence de ces mesures sera déterminée par l'inspecteur des installations classées à qui les résultats seront transmis. En outre, l'inspecteur des installations classées pourra, au besoin, faire procéder à des mesures complémentaires. Les frais qui en résulteront seront à la charge de l'exploitant.
Constats : L'inspection constate la cessation effective de l'activité de séchage sur le site. Par conséquent, la prescription contrôlée initialement applicable n'est plus adaptée à cette nouvelle situation. Toutefois, cette cessation d'activité ne dispense en aucun cas l'exploitant de son obligation légale de déclaration, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur. Cette déclaration reste impérative pour régulariser la situation administrative de son site et assurer la conformité de l'exploitant vis-à-vis des exigences applicables (cf. point de contrôle n° 5).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets Atmosphérique
Prescription contrôlée : Surveillance des rejets => Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none">• III. Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.• Une mesure annuelle des rejets atmosphériques est réalisée dans les 15 jours qui suivent la mise en service des activités de séchage. En cas de dépassement des seuils prévus au point 3.2.4 ci-dessus, des actions correctives doivent être apportées sur le système de dépoussiérage (maintenance du système de dépoussiérage). L'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement doit être informée. Une analyse des rejets atmosphériques est réalisée dans les quinze jours suite à la maintenance ou à la réparation du système de dépoussiérage, et le rapport faisant état des résultats d'analyse est transmis à l'inspection sans délai, à réception de ce dernier.
Constats : L'inspection constate la cessation effective de l'activité de séchage sur le site. Par conséquent, la prescription contrôlée initialement applicable n'est plus adaptée à cette nouvelle situation. Toutefois, cette cessation d'activité ne dispense en aucun cas l'exploitant de son obligation légale de déclaration, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur. Cette déclaration reste impérative pour régulariser la situation administrative de son site et assurer la conformité de l'exploitant vis-à-vis des exigences applicables (cf. point de contrôle n° 5).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Connaissance des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/10/1991, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, Risques ATEX et électriques
Prescription contrôlée : ARTICLE 16 - Connaissance des risques (APC_16/08/2006) Les zones où des atmosphères explosives peuvent se former sont définies et signalées sous la responsabilité de l'exploitant selon les réglementations en vigueur. Les matériels (moteurs électriques, éclairages...) présents dans les zones où peuvent se former des atmosphères explosives doivent être conformes aux réglementations en vigueur. Le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des

courants vagabonds et de la foudre.

L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel effectué par un organisme compétent.

Ce rapport doit comporter :

- une description des installations présentes dans les zones où peuvent apparaître des atmosphères explosives ;
- une description des mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre ;
- les conclusions de l'organisme concernant l'état de la conformité des installations avec les réglementations en vigueur.

Le silo ne doit pas disposer de relais, d'antennes d'émission ou de réception collectives sur ses toits à moins qu'une étude technique justifie que les équipements mis en place ne sont pas source d'amorçage d'incendie ou de risque d'explosion de poussières. Cette étude est à intégrer dans le rapport précité et doit prendre en compte les conclusions de l'étude foudre.

Un suivi formalisé de la prise en compte des mesures correctives doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant a soumis à l'examen de l'inspection l'ensemble des documents réglementaires relatifs à la prévention des risques d'explosion, parmi lesquels figuraient le Document Relatif à la Protection Contre les Explosions (DRPCE), le plan de zonage des atmosphères explosives (ATEX), ainsi que le rapport de contrôle périodique des installations électriques datant de 2025.

Dans son évaluation, le bureau de contrôle a formellement attesté que ces installations ne présentaient aucune anomalie majeure ni dangereuse, confirmant ainsi leur conformité aux exigences réglementaires et techniques en vigueur.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/10/1991, article 15

Thème(s) : Risques accidentels, PREVENTION DES INCENDIES ET EXPLOSIONS

Prescription contrôlée :

Article 15 - Installations électriques

Le matériel électrique basse tension sera conforme à la norme NF C 15 - 100.

Le matériel électrique haute tension sera conforme aux normes NF C 13 - 100 et NF C 13 - 200.

En outre, les installations électriques utilisées dans les locaux exposés aux poussières devront être conformes à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées, et

susceptibles de présenter des risques d'incendie et d'explosion (arrêté ministériel du 31 mars 1980).
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que les équipements et appareils électriques observés présentent un indice de protection IP5X ou IP6X (voir photos) et sont attestés conformes à la norme NF C 15-100 par le contrôleur.</p> <p>Le bureau de contrôle a par ailleurs attesté la conformité des installations, notamment des postes de livraison HTA/BT et des tableaux généraux basse tension (TGBT), aux normes NF C 13-100 et NF C 13-200.</p> <p>Cependant, l'inspection a relevé que les affichages de sécurité électrique (consignes, schémas et signalétiques) sont, pour certains, partiellement visibles, voire plus du tout lisibles. Ce défaut constitue un manquement aux exigences réglementaires en matière de sécurité et de maintenance.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de remplacer ou restaurer les affichages de sécurité électrique (consignes, schémas, signalétiques) conformément aux normes NF C 13-100 et NF C 13-200, afin qu'ils soient lisibles et durables.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Risques électricité statique et courants vagabonds

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/02/2007, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Risques électriques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 3</p> <p>L'article 9 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :</p> <p>« Art. 9. - L'exploitant met en place les mesures de prévention adaptées aux silos et aux produits, permettant de limiter la probabilité d'occurrence d'une explosion ou d'un incendie, sans préjudice des dispositions du code du travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances.</p> <p>Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.</p> <p>Le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre.</p> <p>Les appareils et systèmes de protection susceptibles d'être à l'origine d'explosions, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, doivent au minimum :</p>

- appartenir aux catégories 1D, 2D ou 3D pour le groupe d'appareils II (la lettre "D concernant les atmosphères explosives dues à la présence de poussières) telles que définies dans le décret n° 96-1010 du 19 novembre 1996 relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible ;
- ou disposer d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum (enveloppes "protégées contre les poussières dans le cas de poussières isolantes, norme NF 60-529), et posséder une température de surface au plus égale au minimum des deux tiers de la température d'inflammation en nuage et de la température d'inflammation en couche de 5 mm diminuée de 75 °C.

L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :

- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;
- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté.

Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le silo ne doit pas disposer de relais, d'antenne d'émission ou de réception collective sous ses toits, excepté si une étude technique justifie que les équipements mis en place ne sont pas source d'amorçage d'incendie ou de risque d'explosion de poussières. Les conclusions de cette étude doivent être prises en compte dans l'étude préalable relative à la protection contre la foudre. »

Constats :

Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que les équipements et appareils électriques observés présentent un indice de protection IP5X ou IP6X (voir photos) et sont attestés conformes à la norme NF C 15-100 par le contrôleur.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Mise à la terre des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/10/1991, article 16

Thème(s) : Risques accidentels, PREVENTION DES INCENDIES ET EXPLOSIONS

Prescription contrôlée :

Article 16 - Mise à la terre des installations exposées aux poussières

Les appareils et masses métalliques (machines, manutention...) exposés aux poussières devront être mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles.

La mise à la terre sera unique et effectuée suivant les règles de l'art ; elle sera distincte de celle du paratonnerre éventuel.

La valeur des résistances de terre sera périodiquement vérifiée et devra être conforme aux normes en vigueur.

Les matériaux constituant les appareils en contact avec les produits devront être suffisamment

conducteurs afin d'éviter toute accumulation de charges électrostatiques.
Constats : Les équipements et appareils électriques sont certifiés conformes à la norme NF C 15-100 par le contrôleur. La mesure de résistance de terre effectuée indique une valeur de 3 ohms, ce qui est conforme aux exigences normatives.
Type de suites proposées : Sans suite